



communiqué

N^o: 112
No.:

LE 6 AOÛT 1984

LE CANADA FINANCE UN IMPORTANT PROJET HYDROÉLECTRIQUE EN INDE

Monsieur Francis Fox, ministre du Commerce extérieur, en consultation avec son collègue l'honorable Jean Chrétien, vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a annoncé aujourd'hui à Montréal l'octroi d'une aide de 620 millions de dollars pour l'exportation de biens et de services canadiens en Inde.

Le ministre Fox a indiqué que le vendredi 3 août 1984, la Société pour l'expansion des exportations (SEE) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont chacune signé à New Delhi un accord de prêt avec la National Hydroelectric Power Corporation. Ces accords, respectivement pour des prêts de 403 millions et de 217 millions de dollars, serviront à l'achat de biens et de services canadiens destinés à la réalisation du projet hydroélectrique Chamera. Ce projet, d'une puissance installée de 540 mégawatts, sera aménagé sur la rivière Ravi, dans l'État de Himachal Pradesh, au nord de l'Inde. L'ACDI octroie en outre une somme distincte de 28,5 millions de dollars aux termes d'une ligne de crédit consentie à l'Inde dans le secteur de l'électricité. L'Inde pour sa part investira en biens et services une somme d'environ 648,5 millions de dollars canadiens. Le coût global du projet Chamera s'élèvera ainsi à 1,3 milliard de dollars.

Le ministre a ajouté que ce financement parallèle de la SEE et de l'ACDI représentait des prêts records et illustre l'utilisation qui est faite de leurs fonds regroupés pour faciliter les exportations canadiennes tout en faisant avancer sensiblement le développement du pays bénéficiaire. Le projet a été approuvé par les autorités indiennes chargées de la protection de l'environnement. En outre, un comité de surveillance sera nommé par le gouvernement de l'Inde pour s'assurer que l'on tiendra compte des problèmes écologiques pendant la réalisation du projet.

L'électricité supplémentaire ainsi produite jouera un rôle clé dans le développement économique de l'Inde. Le projet fait d'ailleurs partie d'un plan d'ensemble de développement des abondantes ressources hydroélectriques du pays. L'emploi généré par l'exécution de ces contrats devrait se chiffrer à environ 14 100 années-personnes au Canada. Outre les quatre principales entreprises travaillant au projet, quelque 200 autres sociétés canadiennes pourraient être appelées à participer, à titre de sous-traitants, au projet dont la réalisation s'échelonne sur six ans.